

France/Visite du président égyptien

Macron apporte un soutien appuyé au Caire malgré les droits de l'homme

AFP  
Paris/France

*Le numéro un français, auquel des ONG avaient demandé d'évoquer devant son hôte la situation des droits de l'homme dans son pays, a dit ne pas vouloir donner de leçons dans ce domaine.*

EMMANUEL Macron a insisté hier sur "le combat commun" de la France et de l'Égypte en matière de lutte antiterroriste, se refusant à "donner des leçons" sur la question des droits de l'homme à son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi, en visite officielle à Paris. Ce dernier, qui rencontrait son homologue français pour la première fois depuis son élection, a pour sa part vivement rejeté les accusations d'atteinte aux droits de l'Homme relayées par de nombreuses ONG, qui pointent son bilan "catastrophique". "La France se tient aux côtés de l'Égypte, car la sécurité de ce pays ami, c'est aussi notre propre sécurité", a insisté le président français à l'issue d'un dé-

jeuner à l'Élysée. M. Macron s'est ainsi placé dans la continuité de la politique française, qui perçoit Le Caire comme le principal repart contre le terrorisme au Moyen-Orient. Pour lui, il ne faut donc "pas donner des leçons" sur les droits de l'homme "hors de tout contexte". "Le président Sissi a un défi : la stabilité de son pays, la lutte contre les mouvements terroristes, contre un fondamentalisme religieux violent". L'Égypte est régulièrement visée par des attentats meurtriers, dont le dernier a provoqué la mort de nombreux policiers vendredi dans le désert occidental. La plupart d'entre eux sont revendiqués par le groupe Etat islamique (EI) ou des mouvements locaux lui ayant prêté allégeance. M. Macron a par ailleurs réitéré son principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, "de la même façon que je n'accepte qu'aucun autre dirigeant ne me donne des leçons sur la manière de gouverner mon pays". S'il a souligné que le combat contre le terrorisme

devait "impérativement être mené dans le respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme", le président français a surtout insisté sur "la coopération très étroite" liant la France et l'Égypte. "PAS LA TORTURE" • De nombreuses ONG accusent le gouvernement du président Sissi d'être responsable de la "pire crise des droits humains qu'ait connue l'Égypte depuis des décennies". Elles dénoncent régulièrement les arrestations massives, les condamnations à mort, l'usage à grande échelle de la torture et les persécutions contre les homosexuels. "Je suis responsable de la sécurité de 100 millions de personnes", a fait valoir M. Sissi, visiblement agacé d'être interpellé sur les droits de l'homme. "Nous sommes contre la violence et avec les droits de l'homme", a-t-il insisté, en affirmant que ses forces de sécurité "ne pratiquaient pas la torture". Selon son entourage, le président français a évoqué avec M. Sissi une quinzaine de cas individuels de militants et journalistes



Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi (à gauche) accueilli sur le perron de l'Élysée par son homologue français Emmanuel Macron. Lequel s'est refusé à lui donner des leçons sur le respect des droits de l'homme.

égyptiens opprimés. Pour MM. Macron et Sissi, la lutte contre le terrorisme doit être renforcée en Libye, un pays frontalier de l'Égypte qui n'arrive pas à sortir du chaos près de six ans après la chute du dictateur Mouammar Kadhafi. Jusqu'à la fin de sa visite demain, M. Sissi va continuer à discuter de contrats économiques, notamment d'armement, même si aucune annonce d'envergure n'est attendue. Depuis 2015, l'Égypte en a conclu pour plus de six milliards d'euros (3 930 milliards de francs), comprenant notamment 24 avions de

combat Rafale, une frégate, deux porte-hélicoptères Mistral et des missiles. M. Sissi devait ensuite être reçu par le Premier ministre Edouard Philippe et le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, qui a effectué de nombreux déplacements au Caire ces dernières années et entretient une relation amicale avec lui. Une série d'accords bilatéraux ont par ailleurs été signés pour le financement de centres de soins, de l'extension de la station d'épuration d'Alexandrie et la construction de centrales solaires en Égypte.

Chine/A la veille de la clôture du XIXe Congrès du PCC  
Xi Jinping élevé au panthéon communiste

AFP  
Pékin/Chine

*Celui qui s'apprête à se voir confier un nouveau mandat de cinq ans a désormais son nom inscrit dans la charte du Parti communiste au pouvoir, à l'égal du fondateur du régime Mao Tsé-toung.*

Xi Jinping est entré hier au panthéon des plus grands dirigeants chinois de l'histoire récente : son nom a été inscrit dans la charte du Parti communiste au pouvoir, à l'égal du fondateur du régime Mao Tsé-toung. Le leader de 64 ans, à la tête du Parti communiste chinois (PCC) depuis fin 2012, héritera sans aucun doute ce mercredi d'un nouveau mandat de cinq ans en tant que secrétaire-général - le titre suprême dans le pays. Réunis depuis la semaine dernière en congrès à Pékin, plus de 2 300 délégués ont approuvé hier à l'unanimité l'inclusion dans la charte du PCC de "la Pensée Xi Jinping du socialisme à la chinoise de la nouvelle ère". Un concept qui constitue désormais un "guide d'action" pour le plus grand parti du monde (89 millions de mem-

bres). "Cela confèrera à Xi une autorité extraordinaire (...) Il aura un statut similaire à celui de Grand timonier, qu'avait Mao", déclare à l'AFP Willy Lam, politologue à l'Université chinoise de Hong Kong. "Il pourrait être comme lui : dirigeant à vie aussi longtemps qu'il est en bonne santé." Aucun dirigeant depuis Mao (1893-1976) n'avait vu son apport théorique à l'idéologie ainsi célébré alors qu'il était encore en fonction. La "théorie Deng Xiaoping", du nom de l'artisan des réformes qui ont fait de la Chine la deuxième économie mondiale, est entrée dans la charte après sa mort, en 1997. Les deux prédécesseurs de Xi Jinping, Jiang Zemin et Hu Jintao, avaient vu leur contribution inscrite après leur départ à la retraite. Et sans que leur nom y figure en toutes lettres. LE NOUVEAU MAO ? • "La tradition en Chine veut que l'empereur soit aussi le professeur, le maître à penser. Xi y est arrivé dès la fin de son premier mandat. C'est rare dans notre histoire", s'enthousiasme le politologue chinois Hu Xingdou. Pour autant, Xi est-il le nou-

veau Mao ? "Il n'est pas aisé de les comparer", concède Xie Chuntao, directeur de l'enseignement historique à l'École centrale du Parti. "Toutefois ceux qui connaissent le PCC et la Chine voient très clairement le rôle qu'a joué le secrétaire général Xi Jinping durant les cinq dernières années. Il a obtenu le soutien, l'amour et le respect sincère de tout le Parti et de l'ensemble des Chinois", assure-t-il. Mais en quoi consiste cette "Pensée Xi Jinping" ? A l'ouverture du congrès mercredi dernier, M. Xi en avait lui-même tracé les grandes lignes. En premier lieu : la "grande renaissance de la nation", soit la réaffirmation de la Chine en puissance prospère et respectée, après plus d'un siècle et demi de déclin, de tourments et d'humiliations. Pour cela, Xi Jinping promet de constituer une armée "de premier rang mondial" d'ici 2050, d'améliorer la protection sociale et médicale, l'Etat de droit "socialiste", ou encore d'assurer la "coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature". Mais cela ne passera par aucune libéralisation politique : "Tout doit être placé sous la direction du PCC : les organisations du PCC, le gouverne-



Xi Jinping peut afficher sa satisfaction. A la veille du renouvellement pour cinq ans de son mandat à la tête du PCC et, donc, de la République populaire de Chine, son nom a été inscrit dans la charte du parti, à l'égal de Mao Tsé-toung.

ment, l'armée, la société civile et quel que soit l'endroit où l'on se trouve", avait-il martelé. RENOUELEMENT AUJOURD'HUI • L'emprise de Xi Jinping sur le pouvoir chinois pourrait encore se confirmer ce mercredi. Le Parti communiste doit annoncer le renouvellement du comité permanent de son bureau politique, l'instance de sept membres qui dirige la Chine. Xi Jinping - qui est également président de la République populaire - et Li Keqiang, son Premier ministre, devraient rester au sein du cercle. Mais les cinq autres membres actuels devraient quitter le pouvoir, atteints par la limite

d'âge informelle de 68 ans. Qui les remplacera ? Le suspense demeure sur l'identité, l'âge et les tendances politiques des nouveaux venus qui seront formellement élus. Si des proches de M. Xi sont nommés, cela signifiera qu'il "aura un contrôle total du comité permanent du bureau politique", estime Willy Lam. Mais pour Bill Bishop, auteur de la lettre d'information Sinocism China, le remaniement d'aujourd'hui s'annonce surtout cosmétique pour Xi Jinping. "Avec son nom dans la charte du Parti, la question de sa succession ne se pose pratiquement plus", estime-t-il. "Car aussi longtemps qu'il sera en vie, il restera celui qui prendra in fine les décisions.

L'Afrique en bref

- **Kenya/Présidentielle.** Un recours sur le report devant la Cour suprême La Cour suprême du Kenya a convoqué en urgence une audience ce mercredi matin, après avoir été saisie par trois militants des droits de l'Homme qui souhaitent le report de la présidentielle de demain, a-t-on appris hier de source judiciaire.
- **Maroc/Justice.** Début du procès du leader de la contestation Le procès très attendu du leader du mouvement de contestation né il y a un an dans le nord du Maroc, Nasser Zefzafi, a débuté hier à Casablanca dans une salle bondée.
- **Nigeria/Piraterie.** Six membres d'un équipage enlevés Six membres de l'équipage d'un cargo d'une société de transport allemande, dont le capitaine, ont été enlevés au large du Nigeria, au sud de Port Harcourt, a-t-on appris lundi soir par des agences de sécurité maritime.
- **Ouganda/Politique.** Les dénonciations de l'opposition L'opposition ougandaise a dénoncé hier la détention sans charge depuis plusieurs jours de son leader, Kizza Besigye, et de deux responsables du parti après une manifestation qui avait fait un mort.

A travers le monde

- **Allemagne/Politique.** Les promesses de l'extrême droite L'extrême droite allemande a promis hier une "nouvelle ère" dans le pays lors de ses débuts à la chambre des députés à Berlin, où elle a immédiatement suscité la polémique en comparant son sort à celui des victimes du nazisme dans les années 1930.
- **Espagne/Politique.** Catalogne : mince espoir pour éviter le choc frontal L'espoir d'une solution à la crise entre Barcelone et Madrid semblait tenu hier, le président séparatiste catalan envisageant toutefois d'aller plaider devant le Sénat pour éviter une prise de contrôle directe de la Catalogne par le gouvernement espagnol.
- **Russie/Présidentielle.** Sobtchak veut réunir les mécontents



La candidate à la présidentielle russe de mars 2018 Ksenia Sobtchak, 35 ans, vedette de la télévision proche de l'opposition, a affirmé hier qu'elle espérait réunir les Russes mécontents de la situation dans le pays.